Logo CFDT

[REPLAY AUDIO FRANCE INTER] À travers les violences, l'exécutif "paye cash dix ans de verticalité" du pouvoir, selon Marylise Léon.

Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT et Jérôme Fourquet, analyste politique, directeur du département Opinion à l'Ifop, auteur de "Homo occidentalis. Que sommes-nous devenus?"(Seuil). Regards croisés sur la mobilisation du 17 octobre.

La secrétaire générale de la CFDT Marylise Léon a estimé mardi sur France Inter que l'exécutif *"paye cash dix ans de verticalité"* du pouvoir à travers les violences en marge des manifestations du 17 octobre et appelé à des *"vraies réponses sociales"* sur les revendications exprimées. *"Il y a une colère, il y a une envie d'être considéré, il y a une envie d'être écouté, respecté. Là, on paye cash dix ans de verticalité. Il faut pouvoir avoir les vraies réponses sociales",* a déclaré Marylise Léon.

"Fin de règne"

Alors que le débat politique se concentre ces derniers jours sur les violences et la question du maintien de l'ordre en France, la représentante syndicale regrette que l'on *"ne parle pas des revendications sociales". "Le sujet, c'est quand même le pouvoir d'achat, c'est le sujet numéro un, et ça fait des semaines que l'on demande à pouvoir avoir un échange sur cette question, justement, de ce qu'on peut faire dans le cadre du budget en matière d'évolution du pouvoir d'achat."*

Pour Jérôme Fourquet, analyste politique et directeur du département Opinion à l'Ifop, il faut regarder les événements à trois niveaux. *"C'est d'abord une mobilisation sociale [...] Il y a une colère sociale dans le pays, pas uniquement chez les lycéens et les étudiants, avec la cherté de la vie, le litre de gasoil qui est aujourd'hui à 2,45 € contre 1,45 € au début de la crise des Gilets jaunes. [...] Ensuite, évidemment, ces scènes totalement hallucinantes de pillage partout en France. [...] Et puis, le dernier niveau, c'est le niveau politique. On est quand même sur une fin de règne du président Macron qui ressemble de plus en plus à quelque chose de crépusculaire",* résume le politologue.

Réunion avec les organisations patronales

Conviée, avec d'autres syndicats, à Matignon mercredi, la secrétaire générale de la CFDT indique qu'elle ne veut pas *"recevoir une leçon de responsabilité"* de la part de l'exécutif après les violences du 17 octobre.

Marylise Léon va aussi *"demander au Premier ministre pourquoi il n'y a pas les organisations patronales"* à cette réunion de mercredi. *"Il faut qu'on puisse avancer sur les enjeux du pouvoir d'achat, la CFDT a toujours donné la priorité à la négociation collective. Force est de constater que ça ne fonctionne pas dans un certain nombre de branches professionnelles. Vous avez des secteurs d'activité avec des conventions collectives. Quasiment une sur deux a encore des coefficients sous le Smic."* La CFDT demande donc *"une augmentation de 100 € par mois pour tous les salariés, tous les agents, pour pouvoir faire face à ces difficultés du pouvoir d'achat".*

Si les entreprises refusent cette augmentation, Marylise Léon demande qu'elles ne puissent plus toucher *"d'exonérations de cotisations". "Il faut que ce soit donnant-donnant à un moment : une entreprise bénéficie*

d'exonérations de cotisations si elle joue le jeu de la dynamique salariale." Alors que les députés continuent de travailler sur le budget 2027, la secrétaire générale de la CFDT rappelle qu'*"il y a des attentes dans les cortèges"* sur la *"question de la justice fiscale et la contribution des plus hauts patrimoines"*. Elle explique que l'on *"ne peut pas avoir un budget qui ne traite pas de cette question aujourd'hui"*. Les syndicats appellent à faire grève et manifester le 5 novembre pour les salaires et les services publics.

Marylise leon 3

Infos pratiques

Suivez-nous sur les réseaux !

Bluesky S3C CFDT TELECOMS PRESTATAIRES

Facebook S3C Télécoms prestataires IDF

insta s3ctelecomsprestataires idf

Linkedin S3C Télécoms Prestataires IDF

Threads s3ctelecomsprestataires idf

Tiktok S3CTélécomsPrestatairesIDF

Liens utiles
À travers les violences, l'exécutif "paye cash dix ans de verticalité" du pouvo…